



50 boulevard de La Liberté 44 100 Nantes

Tél. : 02.51.80.66.80

Fax : 0970064048

sudposte44@orange.fr

Un monde en dérive ultra-libérale

Une fois de plus, l'Eurogroup tente de trouver un accord sur la dette de la Grèce.

Chacun, dans les gouvernements et dans les médias, avance son couplet sur la nécessité de plus de rigueur, de plus d'austérité pour le peuple grec, sur le gouvernement Syriza qui n'irait pas assez loin dans ces propositions.

Il faudrait que le gouvernement baisse encore les minimums de pension qui avoisinent les 500 euros/mois, privatise ce qui reste de public, diminue encore plus les minimas sociaux et augmente la TVA, rien que ça pour un peuple à l'agonie !

La BCE, la banque mondiale le FMI ne demandent pas de taper sur les riches pour faire rentrer des impôts, elle exige de frapper encore plus fort sur celles et ceux qui souffrent de cette situation. Cela au mépris de toute indépendance démocratique.

Accord ou pas, la situation restera dramatique.

Nous ne sommes pas à la dernière échéance de la dette, tous les 7/8 mois, de nouvelles échéances de remboursement permettront de remettre la pression avec l'exigence de nouvelles mesures d'austérité.

Une situation inextricable, puisqu'à mesure que le peuple s'appauvrit les rentrées fiscales et la capacité à rembourser la dette diminuent ! Ce qui implique encore et encore le besoin de faire des emprunts et de gonfler la dette.

Une dette dont n'est pas responsable le peuple grec !

Il faut quand même rappeler, même si cela a été bien caché par les médias, que ce sont les banques privées du pays qui ont emprunté des milliards et des milliards sur les marchés pour spéculer ! Dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes, le gouvernement a dû emprunter à des taux prohibitifs pour renflouer les banques !

Et voilà comment une dette privée devient une dette publique !

Sur 370 milliards d'emprunts, 330 milliards sont retournés soit au renflouement des banques privées, soit au paiement des intérêts, soit au remboursement des échéances de la dette !

Seuls 40 milliards ont été reversés au gouvernement pour assurer le fonctionnement du pays, le paiement des fonctionnaires, le fonctionnement des services publics, etc.

Voilà comment le libéralisme met un pays à genou ! Cela avec la complicité de notre propre gouvernement !

Chacun aura compris, ils savent bien que poursuivre **cette politique ne réglerait rien**, que la dette deviendra permanente, qu'elle supprimera l'indépendance démocratique d'un pays.

Le but est clair, faire du fric pour financer les fonds de pension, faire exploser le gouvernement Syriza, et surtout démontrer à tous les autres peuples européens qu'il n'y a aucune alternative à la mondialisation, au libéralisme et à l'austérité.

Sur les drames des migrants, quelle honte !

Comment, en 2015, peut-on laisser mourir des familles entières, refuser le passage aux frontières, ériger des murs comme au temps de la guerre froide ? Cela dans un contexte de guerre où des milliers d'humains ne tentent que de fuir leurs pays que pour se protéger des massacres.

Certains argumentent qu'il s'agit d'une migration économique, qu'il faut trier les migrants, les économiques et les autres. Comme s'il s'agissait de marchandises !

Il faut être aveugle pour ne pas voir que la situation actuelle est d'une toute autre nature et d'une autre ampleur que la migration économique.

Les multiples interventions militaires qui ont déstabilisé le Moyen-Orient y sont peut-être pour quelque chose ?

Il est évident que la guerre engendre la misère et que les deux sont liées !

Quoi qu'il en soit, notre organisation syndicale est d'abord humaniste et on ne peut pas se dire humaniste et rester insensible à cette situation dramatique.

La solution n'est pas d'ériger des murs, de laisser l'Italie de la Grèce, des pays frontaliers de la Turquie gérer seules une situation ingérable en bloquant le passage aux frontières.

Aucun mur n'empêchera une femme ou un homme de fuir, de protéger ces enfants. Les murs, les politiques anti-immigration, le manque de solidarité des pays européens ne feront qu'accentuer les drames.

Sur la situation économique en France, la crise, l'emploi, les nouvelles lois.

Chacun constate l'augmentation du chômage, la dégradation de la situation économique, la baisse de la consommation. Mais pas d'inquiétude, le gouvernement a la solution !

Il faut libérer les entreprises, faciliter les licenciements, déréglementer les professions et tout va rentrer dans l'ordre ! **Le MEDEF n'a-t-il pas promis un million d'emplois ?!**

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, le gouvernement avance, la loi Macron est validée définitivement.

- Sans que la mobilisation des salariés ait été suffisante pour permettre de bloquer le projet, voir de peser sur les textes de loi.
- Sans que la fronde au PS ait permis de faire changer quoi que ce soit.

Le premier ministre, droit dans ces bottes, a par deux fois utilisé le 49.3 coupant court à toutes discussions.

Quant à la Loi Rebsamen, malgré ses conséquences lourdes, elle est suffisamment compliquée pour éviter que les salariés la perçoivent clairement pour ce qu'elle est, « une attaque franche contre le droit du travail » commanditée par le MEDEF.



Elle vise à refondre le droit du travail en matière de représentation des salarié-e-s, de CHS-CT, de DP, de diminuer le poids des CE.

Nous y sommes fermement opposés, car elle ne vise qu'à diluer la représentation du personnel dans des instances sans pouvoirs, sans liens directs avec les salariés.

Bref sous couvert de simplification on casse les droits syndicaux et on renvoie la sécurité ainsi que la santé au travail à la trappe : un vrai recul social.

Cette loi n'est pas validée, elle est en débat au sénat depuis lundi 22 juin. Le texte est examiné jusqu'au vendredi 26. Il fera l'objet d'un vote solennel le 30 juin prochain.

Pendant ce temps, des amendements du gouvernement viennent encore aggraver le texte.

Un exemple : *à la demande du patronat, le gouvernement a déposé un amendement visant à augmenter les possibilités de renouvellement de CDD et d'intérimaires. Imaginez chez nous, à la poste ou à Orange, dans nos filiales qui voient la précarité se développer, la possibilité accrue d'utiliser ce type de contrat.*

Le compte de pénibilité

Sur ce point, une fois de plus le gouvernement change son fusil d'épaule avec l'idée de définir la pénibilité par branche de métier en lieu et place de la reconnaissance individuelle.

Ceci, dans un but de simplification, ce compte était jugé inapplicable par le patronat. Une fois de plus le patronat dicte sa loi.. Mais attention, la procédure parlementaire n'est pas terminée et nous risquons d'avoir un système au final vidé de son contenu qui est déjà faible.

La loi Rebsamen prévoit aussi de créer un « **compte personnel d'activité.** » (CPA) qui regroupera à partir du 1^{er} janvier 2017 les comptes pénibilité, formation et épargne-temps des travailleurs.

Les détails seront arrêtés lors d'une négociation avec les partenaires sociaux qui débutera fin 2015. Là aussi, de l'eau qui coulera sous les ponts avant que tout cela ne soit arrêté.

La loi Rebsamen met aussi en place **la prime d'activité pour les bas salaires.** Celle-ci fusionnera à partir du 1^{er} janvier 2016 la prime pour l'emploi (PPE) et le RSA-activité, en se

recentrant sur les Français les plus modestes, dans le but de créer « une incitation à travailler davantage !!! ».

Bref, toutes ces évolutions sont portées par le MEDEF, qui ne cesse de clamer que le coût du travail est trop cher, qu'il y a trop de charges, que les chômeurs ne veulent pas travailler, que les normes sociales (CE, DP, CHS etc.) sont un frein au développement de l'entreprise, que le temps de travail hebdomadaire est insuffisant, qu'il faut limiter les indemnités de licenciement abusifs pour mieux embaucher !

Vous l'aurez compris, l'offensive est en marche et, faute de riposte massive, le gouvernement ira et continuera à aller dans ce sens du toujours moins au nom de l'emploi ! Cela en oubliant de regarder les chiffres du chômage qui explosent, malgré les cadeaux au patronat.

Demain, nouvelle offensive, les retraites complémentaires !

Cette fois, c'est au tour du privé ! On tape sur les fonctionnaires en expliquant qu'ils sont privilégiés, on divise et ensuite c'est au tour du privé de subir les foudres de la régression sociale, classique comme méthode. Cela dure depuis 1993 !

Vous l'avez vu dans les médias, les syndicats et le MEDEF n'ont pas trouvé d'accord, les positions étant trop éloignées. Ouf, la CFDT n'a pas trahi tout de suite. Renvoi des discussions en septembre.

L'idée du patronat est simple :

Encore une fois, et soi disant pur renflouer les caisses, il s'agit de la mise en place d'une décote dégressive pour tout départ à la retraite avant 65 ans.

À partir de 2019, un-e salarié-e arrétant de travailler à 62 ans se verrait appliquer une décote de 30 % la première année, de 20 % la suivante, et de 10 % à 64 ans, avant de bénéficier d'une retraite à taux plein sur ses complémentaires à 65 ans.

Ne croyez pas que l'objectif est de faire travailler les gens plus longtemps.

LE patronat sait bien qu'ils ne garderont pas les salarié-es jusqu'à 65 ans. 50 % des salarié-es ne sont plus en activité à cet âge.



L'objectif est simple : payer le moins possible de pension.

Cette attaque aura des conséquences énormes et va développer une pauvreté des pensions jamais atteinte ! N'oublions pas que, dans le privé, la retraite de base c'est 50 %, le reste ce sont les complémentaires.

Alors des décotes à 30 % cela risque de faire très mal !

Pour la Poste et Orange, les salarié-es embauché-es après 2011 sont concerné-es, mais les plus ancien-nes affilié-es à l'Ircantec aussi. En effet, nul ne doute qu'après l'ARGIC et L'ARCCO, l'IRCANTEC sera dans le collimateur.

Il est crucial de se mobiliser en septembre sur cette question. La solidarité des travailleurs (fonctionnaires ou du privé) doit se mettre en place dans un tous ensemble., **mais cette lutte ne pourra pas se traduire uniquement**

par la mobilisation de la fonction publique.

Il reste aussi difficile de mobiliser largement pour des enjeux qui ne touchent pas tous les salariés immédiatement dans une période où justement l'immédiateté est devenue un modèle de vie.

À nous, à Solidaires, aux syndicats de mettre en place une riposte, des explications et des mobilisations à la hauteur de l'enjeu. Aux salarié-es de mesurer l'enjeu et ses conséquences et d'être dans la rue en septembre pour faire stopper ce projet.

Grâce, salaires, retraites, pauvreté, etc..

L'argent ne manque pas !

Les liquidités qui ne servent plus qu'à la spéculation n'ont jamais été aussi importantes, les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants. Des solutions existent pour un meilleur monde.

POURTANT L'ARGENT COULE À FLOTS

Ce sont des sujets graves que nous suivons, pour lesquels nous avons des avis.

Nous vous engageons à aller sur le site de Solidaires, sur le site d'ATTAC, sur le site de Copernic, avec qui nous travaillons, qui sont de vrais outils de compréhension et d'analyse des enjeux de tous ces sujets cruciaux.

<https://france.attac.org/>

<http://www.fondation-copernic.org/>

<http://www.solidaires.org>

Nantes le 26 juin 2015